

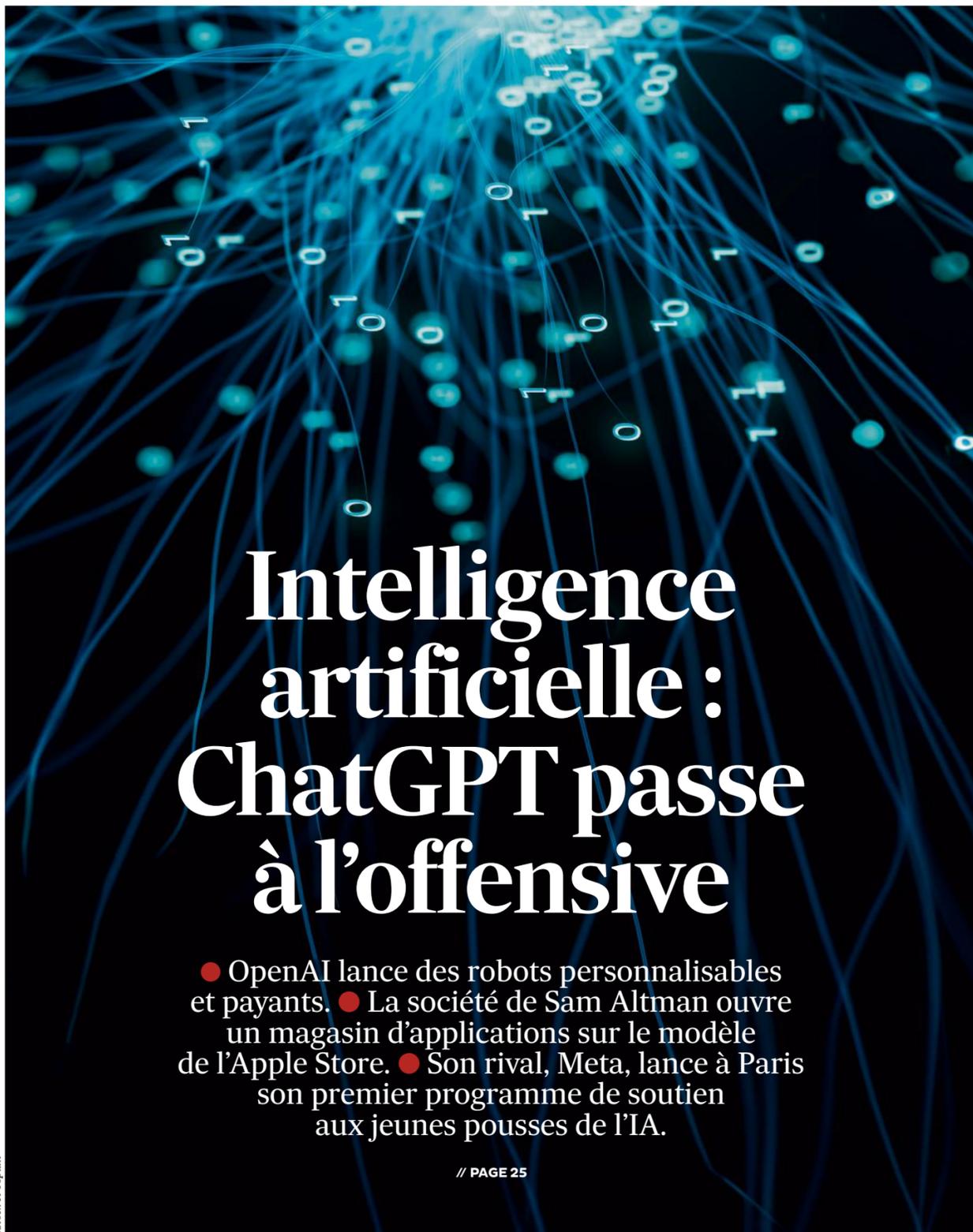


Les Echos

MERCREDI 8 NOVEMBRE 2023

Yaourt Les recettes de Yoplait pour renouer avec la croissance // P. 22

Enquête Au Liban, une économie qui ne fonctionne plus qu'au « cash » // P. 16



Intelligence artificielle : ChatGPT passe à l'offensive

- OpenAI lance des robots personnalisables et payants.
- La société de Sam Altman ouvre un magasin d'applications sur le modèle de l'Apple Store.
- Son rival, Meta, lance à Paris son premier programme de soutien aux jeunes pousses de l'IA.

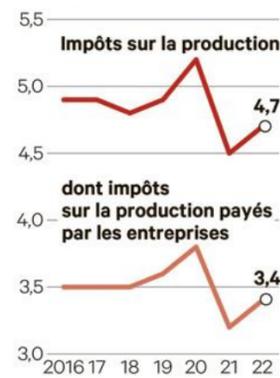
// PAGE 25

La France toujours pénalisée par les impôts de production

FISCALITÉ Malgré la baisse de 10 milliards d'euros des impôts de production en 2021, ceux-ci représentaient encore en France 4,7 % du PIB en 2022. C'est deux fois plus que la moyenne de la zone euro et presque cinq fois plus qu'en Allemagne. La suppression progressive de la CVAE d'ici à 2027 ne changera pas la donne, car, à l'exception notable de la Suède, tous les autres pays européens recourent beaucoup moins à ces impôts assis non pas sur les bénéfices, mais sur les salaires, le foncier, le chiffre d'affaires... Et accusés de ce fait de constituer un boulet pour l'industrie française. Ce comparatif peu flatteur apporte de l'eau au moulin du patronat. // PAGE 2

L'évolution des impôts sur la production en France

En % du PIB



analyses

Mahmoud Abbas, un dirigeant à bout de souffle



Par Pascal Brunel

Présenté comme un successeur possible du Hamas à Gaza, le président de l'Autorité palestinienne, 87 ans, n'a pas les moyens d'une telle ambition. Dans les zones de Cisjordanie sous son contrôle, il a bien du mal à imposer son autorité et ne cesse de proclamer haut et fort l'arrêt de toute coopération de sécurité entre l'Autorité palestinienne et Israël. Après seize ans au pouvoir, le dirigeant palestinien connaît une fin de course difficile. // PAGE 12

FTX : l'échec de l'utilitarisme

Par Gaspard Koenig

Ravivons les Lumières

Par A. Karklins-Marchay

L'avenir suspendu des syndicats américains

Par Vincent Pons

Remettre les seniors dans l'emploi

Par Jean-Hervé Lorenzi et Alain Villemeur

// PAGES 12 À 14

Finance verte : la décision surprise de Bercy



La pression était forte pour faire de l'enjeu climatique un critère clé du label ISR. Photo Shutterstock

GESTION D'ACTIFS Bercy a décidé de rendre inéligibles au label ISR les sociétés avec de nouveaux projets d'hydrocarbures. Le label, censé guider les épargnants vers les fonds d'investissement responsable, gagne en lisibilité. Des entreprises comme Total-Energies, BP ou ENI par exemple sortiront du périmètre d'investis-

sement des fonds labellisés. La pression était forte, ces dernières semaines, pour faire de l'enjeu climatique un critère clé du label. Aujourd'hui, 1.174 fonds sont labellisés ISR, pour un encours total de 773 milliards d'euros. Nombre d'entre eux devront revoir leur copie pour conserver le précieux sésame. // PAGE 31

Les Echos
SUR
france inter

DOMINIQUE SEUX
DANS « L'ÉDITO ÉCO »
À 7H45
DU LUNDI AU VENDREDI



M 00104 - 1108 - F: 3,40 €
ISSN0153.4831
NUMÉRO 24081
116^e ANNÉE
36 PAGES
Antilles-Réunion 4,50 €. Belgique 4,00 €. Espagne 4,90 €. Luxembourg 4,20 €. Maroc 42 DH. Suisse 6,40 FS. Tunisie 9 TND.

WeWork : les vingt sites parisiens vont continuer à fonctionner

COWORKING En France, les bureaux partagés de WeWork vont rester ouverts et continuer de fonctionner normalement malgré le placement de l'entreprise américaine, outre-Atlantique, sous la protection du Chapitre 11 de la réglementation sur les faillites, assure-t-on au sein de la filiale tricolore. Des négociations ont cependant déjà été engagées avec les bailleurs pour réduire les loyers et les charges locatives. Si les discussions achoppaient, il n'est pas exclu que certains baux soient rompus avant leur terme en France, comme cela va être le cas aux Etats-Unis et au Canada. Mais à ce stade, rien n'est décidé. // PAGES 20-21

Portugal : soupçonné de corruption, Antonio Costa démissionne

POLITIQUE Le Premier ministre portugais Antonio Costa a annoncé, mardi, qu'il renonçait à ses fonctions, après s'être vu impliqué dans une affaire de corruption et de trafic d'influence liée à l'attribution de projets énergétiques. Des perquisitions ont eu lieu à sa résidence officielle et plusieurs personnes de son entourage ont été interpellées, dont son chef de cabinet. La justice va enquêter sur son rôle dans l'attribution des concessions de deux exploitations de lithium et d'une unité de production d'hydrogène vert, qui font partie des projets emblématiques du Portugal en matière de transition énergétique. // PAGE 11

Les liquidités s'évaporent sur le marché obligataire américain

DETTE En sept mois, plus de 1.000 milliards de dollars ont disparu de la facilité de « reverse repo » de la Réserve fédérale américaine, un mécanisme permettant aux banques de placer leurs liquidités excédentaires. Cet effacement soudain a de quoi inquiéter alors que les besoins de financement des Etats-Unis s'accroissent. Il est dû en partie à la politique de la banque centrale, qui a commencé en 2022 à réduire son bilan. L'autre explication est à chercher du côté des clients des banques américaines qui ont enlevé leur argent des comptes de dépôt pour les placer sur des fonds monétaires, sûrs et plus rémunérateurs. // PAGE 30

Assurance-santé: Alan choisi par l'Assemblée nationale

ASSURANCE

Alan a remporté l'appel d'offres du Palais-Bourbon pour les assistants parlementaires.

Un succès d'estime pour la start-up à l'aube de la réforme qui va rebattre les cartes dans l'assurance-santé de la fonction publique.

Amélie Laurin

Tout un symbole. Au Palais-Bourbon, la start-up Alan va prendre la place de la MGEN, première mutuelle de la fonction publique, et de la Mutuelle nationale territoriale (MNT). La start-up a gagné l'appel d'offres de l'Assemblée nationale pour la couverture santé des assistants parlementaires, indiquent plusieurs sources qui confirment l'information de « L'Argus de l'assurance ». La MGEN et la MNT détenaient ce contrat collectif à adhésion obligatoire, depuis son instauration en 2016. Alan, qui ne fait pas de commentaires, leur succédera au 1^{er} janvier prochain pour couvrir 3.000 personnes (les collaborateurs des élus et leurs ayants droit).

Les assistants parlementaires sont des salariés de droit privé, employés directement par les députés, mais leur cotisation santé est financée à 80 % sur le budget de l'Assemblée nationale. Agés de 40 ans en moyenne, ils sont plus jeunes que la moyenne des Français, donc a priori en meilleure santé, mais beaucoup sont aussi soumis à un stress et un rythme de travail importants.

Au-delà de la qualité du portefeuille, la licorne Alan mise sur la publicité donnée par ce contrat pour acquérir une légitimité dans la sphère publique, à la veille de la réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) des fonctionnaires. A partir de 2025, les 2,5 millions d'agents de la fonction



Alan assurera la couverture de 3.000 personnes à l'Assemblée nationale (les collaborateurs des élus et leurs ayants droit). Photo Christophe Archambault/AFP

publique d'Etat, puis ceux de la territoriale et des collectivités locales, seront progressivement couverts par des contrats d'assurance collectifs. Jusqu'à présent, les fonctionnaires s'assurent individuellement en santé et prévoyance.

Spécialiste des contrats collectifs pour les entreprises, Alan compte candidater aux appels d'offres en préparation. Le premier appel à candidatures a été publié il y a quelques jours par les ministères de la Transition écologique et de la Transition énergétique.

Perte annuelle

Face aux mutuelles historiques de la sphère publique et aux assureurs privés comme AXA, l'assurtech

estime avoir sa carte à jouer, seule ou en partenariat. La jeune pousse a l'habitude d'embarquer régulièrement sur sa plateforme de nouveaux portefeuilles d'assurés.

A fin septembre, elle comptait 436.000 personnes couvertes, soit

2,5

MILLIONS D'AGENTS

de la fonction publique d'Etat, puis ceux de la territoriale et des collectivités locales, seront progressivement couverts par des contrats d'assurance collectifs, à partir de 2025.

22 % de plus qu'il y a un an, révèle sa dernière Lettre aux actionnaires, publiée vendredi dernier. Assureur de plein exercice – contrairement à d'autres acteurs en ligne –, la start-up mise aussi sur son positionnement tarifaire et ses offres de services. La croissance d'Alan a toutefois un coût. Le chiffre d'affaires récurrent annualisé a atteint 296 millions d'euros fin septembre, en hausse de 32 % sur un an, mais la rentabilité n'est pas attendue avant 2025. En 2022, Alan a réalisé une perte technique (primes encaissées moins les sinistres et charges de gestion) de 15,2 millions d'euros et une perte nette totale de 72,4 millions d'euros, indique le rapport de solvabilité de la société. ■

Pénalisé par l'intégration de Credit Suisse, UBS bascule dans le rouge

BANQUE

Le géant suisse a enregistré ses premières pertes depuis six ans, après avoir encaissé des charges exceptionnelles de plus de 2 milliards de dollars liées au rachat de Credit Suisse.

Romain Gueugneau

Les comptes d'UBS suivent le profil des montagnes suisses, avec des pics et des ravins vertigineux. Après avoir enregistré les plus gros bénéfices de l'histoire des banques au deuxième trimestre, avec 29 milliards de dollars de résultat net, le géant bancaire a essuyé des pertes de 785 millions de dollars lors du trimestre qui a suivi, une première depuis six ans. Le cours gagnait néanmoins près de 3 % en séance.

Comme au trimestre précédent, dont les performances avaient été dopées par des ajustements comptables, ces chiffres, publiés mardi, portent la marque de la fusion avec Credit Suisse. UBS encaisse en effet

une charge de 2,1 milliards de dollars liée aux coûts d'intégration de son ancienne rivale, rachetée en urgence en mars. Les analystes s'attendaient à une perte moins importante, autour de 444 millions.

« Nous menons à bien l'intégration de Credit Suisse à un rythme soutenu et avons dégagé une rentabilité sous-jacente pour le groupe au cours du premier trimestre complet depuis l'acquisition », a déclaré le patron de la banque, Sergio Ermotti, cité dans un communiqué. En excluant les frais liés à la fusion, UBS a enregistré un bénéfice net avant impôts de 844 millions de dollars.

« Nous sommes confiants pour l'avenir, car nous mettons sur pied une version encore plus forte et plus sûre de l'UBS qui a été appelée à stabiliser le système financier en mars, et dont tout le monde peut être fier », a ajouté le dirigeant.

Des offres attractives pour retenir les clients

En dépit de cette perte, le groupe zurichois a dégagé de bonnes performances, aidé par un environnement de taux favorable. Les revenus se sont élevés à 11,7 milliards de dollars. UBS a notamment réussi à stopper l'hémorragie de fonds chez

l'ex-Credit Suisse, devenue une filiale à part entière du groupe. En gestion de fortune, celle-ci a enregistré un apport net positif de 3 milliards de dollars sur le trimestre, après dix-huit mois de décollecte. Au total, ce sont 22 milliards de dollars de plus qui ont été confiés par des clients aux équipes de gestion de fortune du groupe.

« Nous avons stabilisé la situation chez Credit Suisse », se félicite UBS, qui a tout fait pour conserver et rassurer les clients des deux marques, n'hésitant pas à proposer des offres attractives pour les retenir. Le groupe est parvenu à conserver l'un de ses plus précieux clients au Moyen-Orient, le cheikh Hamad bin Jassim bin Jaber Al Thani, ancien Premier ministre du Qatar, et responsable du fonds souverain qatari, en allongeant sa ligne de crédit de 6 milliards à 9 milliards de dollars.

UBS a en revanche souffert, à l'instar de certains de ses pairs en Europe et aux Etats-Unis, d'une performance contrastée en banque d'investissement, dans un environnement de marché plus compliqué. Les revenus sont en croissance, mais la division accuse des pertes, avec des coûts en hausse et les frais

d'intégration de Credit Suisse. UBS a prévu de largement réduire la voilure dans la banque d'investissement, source de problèmes récurrents chez son ancienne rivale. ■

Baisse continue des effectifs

Le groupe a continué de faire le ménage au sein des effectifs. Durant le trimestre, ce sont 4.000 salariés qui ont quitté la banque. Au total, si l'on ajoute les effectifs des deux établissements avant la fusion, environ 13.000 personnes sont parties depuis le début de l'année, pour un effectif global de 116.000 employés actuellement. Toutefois, UBS n'hésite pas à sortir le carnet de chèques pour retenir ses meilleurs éléments, courtisés depuis des mois par la concurrence. Au troisième trimestre, le groupe a ainsi dépensé un demi-milliard pour retenir les banquiers stars de Credit Suisse.

en bref



La BCE demande aux banques de tenir compte de la baisse de l'immobilier

SUPERVISION Les banques de la zone euro doivent prendre en compte le risque d'une nouvelle baisse des prix de l'immobilier lorsqu'elles font des provisions et des plans concernant leur capital, a déclaré mardi le président du conseil de surveillance prudentielle de la Banque centrale européenne (BCE), Andrea Enria. « L'environnement actuel de taux d'intérêt élevés pourrait accentuer la pression à la baisse sur les prix des bureaux et des logements, ce qui rendrait plus difficile le service de la dette pour les propriétaires de biens commerciaux et les ménages », a-t-il résumé au Parlement européen.

La néobanque allemande N26 quitte le Brésil

BANQUE La fintech berlinoise poursuit son désengagement à l'international. Après son retrait du Royaume-Uni et des Etats-Unis, N26 a annoncé mardi l'arrêt de ses activités au Brésil. La néobanque avait lancé des opérations il y a deux ans dans le pays, via un panel de clients tests. Elle n'avait toutefois pas lancé de version grand public. « Cette décision illustre la stratégie de N26 de se concentrer sur ses marchés cœur en Europe », a commenté la société, qui reste contrainte en termes de conquête commerciale sur le Vieux Continent.

PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par un jugement du Tribunal judiciaire de Lille en date du 18 août 2023, Monsieur Pierre-Alexandre Crespel a été condamné pour avoir frauduleusement déposé, le 25 septembre 2021, la marque verbale française « SALOLA » n°21 4802947 en classes 1, 17 et 19, au préjudice de la SAS Salola. »

annonces judiciaires & légales



MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE BOISSY-SAINT-LEGER

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 12 octobre 2023, le Territoire Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA) a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification du PLU de Boissy-Saint-Léger afin de modifier le règlement pour maîtriser la densification du tissu pavillonnaire, protéger des éléments paysagers en modifiant notamment le document graphique et permettre de porter une réflexion d'ensemble le long de l'ancienne RN19 en instaurant un périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG).

Pendant la durée de l'enquête, un dossier sera déposé et mis à la disposition du public du **Mercredi 8 novembre à 08h30 au vendredi 8 décembre 2023 inclus à 17h30**, au sein des locaux :

- Du Centre Technique Municipal de la mairie de Boissy-Saint-Léger, 3 rue de la Pompadour 94470 Boissy-Saint-Léger, aux heures d'ouverture, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, fermé le jeudi matin ;
- De la Direction des affaires juridiques, des assemblées et du patrimoine de GPSEA, 14 rue Le Corbusier - 94046 - Créteil Cedex, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le dossier d'enquête publique est complété des avis des personnes publiques associées et le cas échéant, de l'avis de la MRAe Ile-de-France.

Le public pourra consulter le dossier sur les sites internet de GPSEA (www.sudestavenir.fr) et de Boissy-Saint-Léger (ville-boissy.fr), et consigner ses observations, propositions et contre-propositions :

- Sur le registre dématérialisé : <https://www.registre-numerique.fr/modification-plu-boissy-saint-leger> ;
- Par voie électronique : modification-plu-boissy-saint-leger@mail.registre-numerique.fr ;
- Sur les registres papiers à feuillets non mobiles, cotés, paraphés et ouverts par le commissaire-enquêteur ;
- Par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire-enquêteur - Enquête sur le projet de modification du PLU de Boissy-Saint-Léger - Mairie de Boissy-Saint-Léger, 7 boulevard Léon Révillon 94470 Boissy-Saint-Léger.

Monsieur Jacky HAZAN a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur et Madame Marie-José ALBARET-MADARAC en qualité de commissaire-enquêteur suppléant par le Tribunal administratif de Melun. Il se tiendra à la disposition du public Centre Technique Municipal de la mairie de Boissy-Saint-Léger, 3 rue de la Pompadour 94470 Boissy-Saint-Léger, les jours et heures suivants :

- Mercredi 8 novembre 2023 de 09h00 à 12h00
- Samedi 18 novembre 2023 de 09h00 à 12h00
- Vendredi 8 décembre 2023 de 14h00 à 17h30

Dans un délai de 30 jours suivant la clôture de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur adressera un rapport et ses conclusions motivées au Président de GPSEA. Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an, à compter de la clôture de l'enquête, à la mairie de Boissy-Saint-Léger, au siège de GPSEA et à la Préfecture du Val-de-Marne et seront diffusés sur les sites internet mentionnés plus haut.

La ligne de référence est de 40 signes en corps minimal de 6 points didot.

Le calibrage de l'annonce est établi de filet à filet.

Les départements habilités sont 75,78, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.

Val-de-Marne • Mardi 24 octobre 2023 • N° 24621 • 2 €

Le Parisien

+ Votre
supplément
Éco



PSG -
AC Milan
Le choc
des
gardiens



Gianluigi Donnarumma -
Mike Maignan

➔ Sports • P. 16 et 17



ALEXANDRA MAZUR/UNIVERSITY OF GOTHENBURG

Antarctique
L'inquiétante fonte
des glaces

➔ Environnement • P. 10 et 11



PHOTOGRAPHY - L'EST REPUBLICAIN - MAXPPP

Moteurs Les clients
de Stellantis
se rebiffent

➔ Économie • P. 7

Macron en Israël

Les enjeux d'une visite

Le chef de l'État se rend
ce mardi à Tel-Aviv après
Joe Biden et d'autres leaders
européens. Un voyage
à haut risque, tant
le conflit agite la France.

➔ Fait du jour • P. 2 à 4



LP/FREDUGIT

Le Parisien

zooplus.fr votre animalerie en ligne



10%
DE REMISE
sur la marque Royal Canin*

Votre code:
ROYALC10



Offrez-lui le meilleur départ
dans la vie.

A découvrir sur zooplus.fr,
votre animalerie en ligne

Scannez
moi



* 10% de réduction valable pour tout achat de la marque Royal Canin (hors Royal Canin Veterinary Diet) valable jusqu'au 30 octobre 2023 inclus. Limité à un coupon par client. Non cumulable avec un autre coupon. Minimum de commande de 9,00 €



R 20174 - 1024 - 2,00 €

91 | SANTÉ En Essonne, une trentaine de professionnels sont déjà formés pour délivrer un traitement en cas d'angine ou de cystite. Sans consultation préalable chez le médecin. Exemple à Angervilliers.

Un pharmacien sur dix prescrit déjà des antibiotiques

Sébastien Morelli

VOUS PENSEZ souffrir d'une angine, ou d'une cystite, mais pas moyen de trouver un médecin ? Désormais, vous pouvez vous rendre chez votre pharmacien, ou votre infirmier, qui pourra directement vous prescrire des antibiotiques après avoir effectué un test rapide d'orientation diagnostique (Trod). Ce nouveau protocole découle d'un amendement de l'ex-député LREM Thomas Mesnier, adopté en mars 2019. Mais il aura fallu attendre une annonce d'Élisabeth Borne, le 31 août dernier, pour accélérer le processus.

En Essonne, les premiers pharmaciens ont commencé à faire de telles prescriptions depuis la fin septembre, après avoir reçu une formation de quatre à cinq heures. Ce sont les territoires les plus ruraux et les plus touchés par le manque de médecins qui ont pris

les devants. Une trentaine de pharmaciens, sur les 300 du département, ont été formés.

Installé depuis avril 2023 à Angervilliers, Benoît Frimon-Richard est un des premiers à s'être lancé. « J'ai reçu une autorisation le 23 septembre, se souvient-il. Il a fallu un an et demi de combat pour mettre en place tout ça ! »

« **Il n'y a plus de médecin** » « Ici, c'est un désert médical. Il n'y a plus de médecin à Angervilliers depuis 2015. Je reçois entre deux et cinq patients par semaine, confie Benoît Frimon-Richard, ce qui est pas mal pour une pharmacie rurale. » Ces derniers se présentent en pensant avoir une angine ou une cystite. Le pharmacien va alors leur poser une série de questions. En fonction des réponses, il va soit les orienter vers un médecin, soit leur faire passer directement un test.



« Il s'agit d'éliminer les formes graves qui nécessitent une consultation. Pour une cystite simple, la fosfomycine est délivrée sans ordonnance dans plein de pays. » Et de fait, certains pharmaciens en France acceptaient déjà de fournir ce traitement sans or-

donnance. Le test s'effectue avec une bandelette urinaire. Le patient peut s'y prêter sur place ou chez lui, avant de revenir à la pharmacie. Pour l'angine, cela se fait sur place. Le pharmacien passe un écouvillon sur les amygdales, puis le plonge dans des réac-

Angervilliers, le 21 octobre. Benoît Frimon-Richard doit d'abord effectuer un test rapide d'orientation diagnostique.

tifs. Le résultat apparaît en quelques minutes. Si le test est positif, le pharmacien prescrit alors de l'amoxicilline. « Ces ordonnances sont des délégations de responsabilités et sont délivrées par l'intermédiaire d'un médecin, précise Benoît Frimon-Richard. Je les déclare ensuite sur notre site, et le patient est remboursé. »

Élargir ces protocoles

« C'est très bien, s'exclame Chantal, une cliente de l'officine. D'autant plus que je n'ai plus de médecin traitant. » Christophe, qui a, lui, un médecin traitant, confie préférer aller le voir, « il est à côté ».

Ces nouveaux protocoles nécessitent pour certaines officines des aménagements,

comme un espace de confidentialité pour les patients. Benoît Frimon-Richard a pour projet d'agrandir sa pharmacie. Car, pour l'heure, il doit faire passer les tests dans son garage. « La prochaine étape, ce sont des protocoles locaux entre professionnels de santé. On se met d'accord sur la manière dont on prend en charge un patient sur une pathologie donnée et on valide avec l'agence régionale de santé (ARS), projette-t-il. Par exemple, pour des abcès dentaires, pouvoir prescrire de la codéine afin de soulager la douleur, voire de l'amoxicilline pour supprimer provisoirement le foyer infectieux, en attendant de pouvoir voir un dentiste. »

Savoir quelles pharmacies pratiquent ces tests n'est pas évident. « Nous ne sommes pas autorisés à faire de la publicité, rappelle Benoît Frimon-Richard. Ça fonctionne par bouche-à-oreille. »

ANNONCES 94

JUDICIAIRES ET LÉGALES

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2023 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 60 - 75 - 77 - 78 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95. La tarification des annonces judiciaires et légales définie par l'arrêté du ministère de la Culture et de la Communication du 27 décembre 2022 est la suivante pour les départements d'habilitation : Tarification au forfait : Constitution de sociétés civiles et commerciales : (SA) 379€ HT - (SAS) 189€ HT - (SASU) 135 € HT - (SNC) 210 € HT - (SARL) 141€ HT - (EURL) 118€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 210 € HT - CLÔTURE de la liquidation des sociétés civiles ou commerciales : 106 € HT. Tarification au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs et clôture : 60 (0,189€ HT) - 75/92/93/94 (0,232 € HT) - 91/77/78/95 (0,221€).

LES MARCHÉS PUBLICS

Consultez aussi nos annonces sur <http://avisdemarches.leparisien.fr>

Marchés + de 90 000 Euros

Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur :

VILLE D'ARCEUIL

10 Avenue Paul Doumer BP 80037 Arcueil cedex
Type de Numéro national d'identification : SIRET
N° National d'identification : 21940003300011
Ville : Arcueil
Code Postal : 94110
Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.ArcueilEntreprise>
Identifiant interne de la consultation : C23017
Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non
Nom du contact : Service des Marchés Publics
Adresse mail du contact : Marches-publics@mairie-arcueil.fr

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
Conditions de participation : Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve : Le montant du chiffre d'affaires global de l'entreprise et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve : La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels

du candidat sur les trois dernières années ; Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ; la liste des principaux travaux réalisés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ; Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis 20 novembre 2023 à 12 h 00
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite
Réduction du nombre de candidats : Non
Possibilité d'attribution sans négociation : Oui
L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Section 4 : Identification du marché
Intitulé du marché : TRAVAUX DE REHABILITATION DU CITY STADE MITTERRAND-CHAPERON VERT
Code CPV principal
Descripteur principal : 45212290
Type de marché : Travaux
Description succincte du marché : Travaux et prestations projetés pour la rénovation de la surface en gazon synthétique du City Stade Mitterrand -Chaperon vert (terrain de proximité) aux normes en vigueur.
Mots descripteurs : Terrain de sport
Lieu principal d'exécution du marché : Arcueil
Valeur estimée (H.T.) : 100000 euros
La consultation comporte des tranches : Non
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non
Marché allotté : Non

Section 6 : Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Oui
Détail sur la visite (si oui) : Une visite obligatoire doit être effectuée avant l'établissement de l'offre. Les candidats devront prendre contact avec la personne suivante : M. Luc CERTAIN
Tél : 01 82 01 20 00
Courriel : Luc.certain@mairie-arcueil.fr
Date d'envoi du présent avis : 19/10/2023

Divers société

SALES CO

SAS Au capital de 5 000 Euros
Siège social :
62 Quai des Carrières
94220 CHARENTON LE PONT
879 079 291 RCS CRETEIL

Le 30 septembre 2023, l'AGE a approuvé les comptes définitifs de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture des opérations de liquidation.
Mention faite au RCS de CRETEIL

SALES CO

SAS Au capital de 5 000 Euros
Siège social :
62 Quai des Carrières
94220 CHARENTON LE PONT
879 079 291 RCS CRETEIL

Le 30 septembre 2023, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour. M. Maurice ACHOUCHE 28 rue du Commandant René Mouchotte 94160 SAINT-MANDE, a été nommé liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé à l'adresse du siège social.
Mention faite au RCS de CRETEIL

Aux termes d'un ASSP en date du 10/10/2023 enregistré le 16/10/2023 au SDE de CRETEIL, dossier n°202300021713, référence n°9404P61.2023 A 04753 La société AFRICA dont l'enseigne est « AFRICAN EVASION » SAS au capital de 1000 € située 1 Rue Henri Barbusse 94340 JOINVILLE-LE-PONT immatriculée au RCS de CRETEIL sous le numéro 899334361 a cédé à la société AZ AFRICAN SARL au capital de 1000 € située 1 Rue Henri Barbusse 94340 JOINVILLE-LE-PONT en cours d'immatriculation au RCS de Créteil le fonds de commerce de DISTRIBUTION ALIMENTAIRE DE TYPE « POINT CHAUD TERMINAL DE CUISSON » sis et ex-

ploité au 1 Rue Henri Barbusse 94340 JOINVILLE-LE-PONT. L'entrée en jouissance a été fixée au 10/10/2023. La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 16000 €. Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours suivant la dernière en date des publications légales. Pour la réception des oppositions, élection de domicile est faite pour la validité et pour la correspondance : 1 Rue Henri Barbusse 94340 JOINVILLE LE PONT.

Enquête publique



MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE BOISSY-SAINT-LEGER

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 12 octobre 2023, le Territoire Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA) a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification du PLU de Boissy-Saint-Léger afin de modifier le règlement pour maîtriser la densification du tissu pavillonnaire, protéger des éléments paysagers en modifiant notamment le document graphique et permettre de porter une réflexion d'ensemble le long de l'ancienne RN19 en instaurant un périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG).

Pendant la durée de l'enquête, un dossier sera déposé et mis à la disposition du public du Mercredi 8 novembre à 08h30 au vendredi

8 décembre 2023 inclus à 17h30, au sein des locaux :
- Du Centre Technique Municipal de la mairie de Boissy-Saint-Léger, 3 rue de la Pompadour 94470 Boissy-Saint-Léger, aux heures d'ouverture, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, fermé le jeudi matin ;
- De la Direction des affaires juridiques, des assemblées et du patrimoine de GPSEA, 14 rue Le Corbusier - 94046 - Créteil Cedex, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le dossier d'enquête publique est complété des avis des personnes publiques associées et le cas échéant, de l'avis de la MRAE Ile-de-France.

Le public pourra consulter le dossier sur les sites internet de GPSEA (sudestavenir.fr) et de Boissy-Saint-Léger (ville-boissy.fr) et, consigner ses observations et propositions :
- Sur le registre dématérialisé : <https://www.registre-numerique.fr/modification-plu-boissy-saint-leger> ;
- Par voie électronique : modification-plu-boissy-saint-leger@mail.registre-numerique.fr ;
- Sur les registres papiers à feuillets non mobiles, cotés, paraphés et ouverts par le commissaire-enquêteur ;
- Par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire-enquêteur - Enquête sur le projet de modification du PLU de Boissy-Saint-Léger - Mairie de Boissy-Saint-Léger, 7 boulevard Léon Révillon 94470 Boissy-Saint-Léger.

Monsieur Jacky HAZAN a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur et Madame Marie-José ALBARET-MADARAC en qualité de commissaire-enquêteur suppléant par le Tribunal administratif de Melun. Il se tiendra à la disposition du public Centre Technique Municipal de la mairie de Boissy-Saint-Léger, 3 rue de la Pompadour 94470 Boissy-Saint-Léger, les jours et heures suivants :

- Mercredi 8 novembre 2023 de 09h00 à 12h00
- Samedi 18 novembre 2023 de 09h00 à 12h00
- Vendredi 8 décembre 2023 de 14h00 à 17h30

Dans un délai de 30 jours suivant la clôture de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur adressera un rapport et ses conclu-

sions motivées au Président de GPSEA. Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an, à compter de la clôture de l'enquête, à la mairie de Boissy-Saint-Léger, au siège de GPSEA et à la Préfecture du Val-de-Marne et seront diffusés sur les sites internet mentionnés plus haut.

Insertions diverses

Sarl NORIAL 1, rue Royale, 45000 Orléans
AVIS DE SAISINE DE LÉGATAIRE UNIVERSEL

Suivant testament olographe en date du 29 juin 2021, Madame Jacqueline Gabrielle Marcellé NEANT, en son vivant retraitée, demeurant à ALFORTVILLE (94140) 9 rue de Rome. Née à MONTGERON (91230), le 12 septembre 1925. Veuve de Monsieur Marcel VERRON et non remariée. Non liée par un pacte civil de solidarité. De nationalité française. Résidente au sens de la réglementation fiscale. Décédée à DRAVEIL (91210) (FRANCE), le 27 août 2023. A consenti un legs universel. Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Miguel MERCIER, Notaire Associé de la Société à Responsabilité Limitée « NORIAL », titulaire d'un Office Notarial à ORLEANS, 1 rue Royale, le 18 octobre 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine. Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Miguel MERCIER, notaire à ORLEANS, référence CRPCEN : 45007, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de CRETEIL de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament. En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

CONTACT COMMERCIAL :

01 84 21 09 27
leparisien.annonces-legales.fr

Les Echos

MARDI 24 OCTOBRE 2023



Chine Pékin lance une enquête fiscale sur Foxconn, premier sous-traitant d'Apple // P. 24

Diabète Le coupe-faim vedette de Lilly va être produit en France // P. 20



TGV : la concurrence affûte ses armes

● Cinq projets en piste pour venir marcher sur les plates-bandes françaises de la SNCF. ● L'exercice est coûteux et réclame des reins solides. ● Railcoop, la coopérative qui voulait relancer la ligne Bordeaux-Lyon, placée en redressement judiciaire. ● Avec Ouigo, la SNCF a débarqué en Espagne et vise l'Italie.

// PAGES 18-19

Patrick Leveque/Sipa et Getty via AFP

L'aide humanitaire à Gaza au cœur des tractations

PROCHE-ORIENT Un troisième convoi d'aide humanitaire est entré lundi dans Gaza à la suite d'un accord entre l'Égypte, Israël et les Etats-Unis pour éviter une crise aiguë dans l'enclave palestinienne. Israël continue ses raids visant à détruire le Hamas, mais hésite à lancer une offensive terrestre en raison de la présence de 220 otages d'une vingtaine de pays et du risque d'être piégé dans des combats urbains. Des dissensions apparaissent d'ailleurs entre l'armée israélienne et Benjamin Netanyahu. Emmanuel Macron se rend ce mardi en Israël pour évoquer notamment le sujet de l'aide aux Gazaouis et le sort des sept otages français. Paris, comme l'UE, plaident pour une trêve humanitaire.

// PAGES 6-7



Said Khairiy/AFP

Bac pro : l'ouverture aux entreprises se concrétise



Eric Tschuerm/R&A

ÉDUCATION Le gouvernement vient d'ouvrir des concertations avec les syndicats pour réformer la terminale du bac professionnel, avec jusqu'à 12 semaines de stages rémunérés. La ministre déléguée en charge des Lycées professionnels, Carole Grandjean, met aussi un coup d'accélérateur sur les nouvelles formations post-bac, pour mieux coller aux besoins des entreprises. Ces dernières comptent sur le mentorat pour entrer davantage dans les lycées. // PAGE 2

Et si 84 % de vos collaborateurs étaient fans du e-learning ?



Aujourd'hui les solutions cloud RH de Cegid offrent de nouvelles opportunités pour améliorer l'expérience de travail. L'objectif ? Une performance durable de l'entreprise.

www.cegid.com

cegid

Together, make more possible

Serviceplan - Crédit photo : iStock

Les Echos

Déterminez les opportunités de votre marché. Abonnez vos équipes au temps d'avance.

Découvrez nos offres Entreprises :

abo-entreprises.lesechos.fr

M 00104 - 1024 - F: 3,40 €



ISSN0153.4831 116^e ANNÉE
NUMÉRO 24071 36 PAGES

Antilles-Réunion 4,50 €. Belgique 4,00 €. Espagne 4,90 €. Luxembourg 4,20 €. Maroc 42 DH. Suisse 6,40 FS. Tunisie 9 TND.

analyses

L'exception chinoise n'a rien d'exceptionnel

Par Jean-Marc Vittori

Avec une croissance moyenne de près de 10 % par an selon le FMI pendant les quarante années qui ont précédé l'épidémie de Covid, la Chine a fait preuve de performances exceptionnelles. En réalité, la Chine a eu la même performance que les autres économies asiatiques au même stade de développement. L'exception n'est pas sa croissance, mais sa taille. En revanche, ses fragilités actuelles, elles, sont bien réelles : baisse de la population active, crise de l'immobilier, endettement massif. Le BTP, qui a fait le moteur de la croissance depuis 2008, est en péril. // PAGE 11



L'enterrement du « en même temps »

par Grégoire Poussielgue

La révolution de l'édition génomique

par Olivier Babeau

Le terrorisme, cette gangue identitaire

par Julia de Funès

Les soutiers de l'IA

par Jacques Henno

// PAGES 10 À 13

Le taux américain à 10 ans dépasse 5 % pour la première fois depuis 2007

DETTE Restés longtemps très inférieurs aux taux courts des banques centrales – désormais compris entre 5 % et 5,25 % aux Etats-Unis et entre 4 %, et 4,75 % en Europe –, les taux longs s'ajustent. Mais cette phase de rattrapage en accéléré fragilise les marchés mondiaux et s'accompagne de mouvements extrêmement brusques. Lundi, pour la première fois depuis l'été 2007, le taux d'intérêt américain à 10 ans a dépassé les 5 %. Un cap symbolique qui renvoie au tout début de la crise des subprimes. Conséquence, les indices boursiers reculent. Le CAC 40 et le DAX allemand ont déjà subi cinq semaines de baisse d'affilée. // PAGE 28

UniCredit repart à la manœuvre en Europe centrale

- La banque italienne veut monter au capital d'Alpha Bank, l'une des principales banques grecques, et prendre le contrôle de sa filiale en Roumanie.
- En Europe, ces opérations transfrontières sont devenues rares.

BANQUE

Anne Drif
et Edouard Lederer

Est-ce le signe d'une relance de la consolidation des banques européennes ? Le géant bancaire italien UniCredit a annoncé lundi partir à l'assaut de cibles sur le continent, dans deux zones qui se tenaient jusqu'à présent très loin des grandes manœuvres.

Son dirigeant, Andrea Orcel, veut monter à hauteur de 9 % au capital d'Alpha Bank, en reprenant la part détenue par un fonds de secours (le « Hellenic Financial Stability Fund ») depuis la crise de la dette de la zone euro.

Dans le même mouvement, UniCredit, à l'offensive pour se bâtir un petit empire en Europe centrale, va reprendre la filiale roumaine d'Alpha Bank, qui détient un peu plus de 9 % de ce nouvel ensemble. Si UniCredit n'a pas dévoilé le montant de l'opération, en se basant sur le dernier cours de Bourse d'Alpha Bank, une part de 9 % vaudrait autour de 269 millions d'euros.

Prudence pour les banques « de l'Ouest »

Jusqu'à présent, la plupart des banques européennes ont plutôt évité de se lancer dans des acquisitions transfrontières, au grand dam de la BCE qui cherche à faciliter ces initiatives. En cause, le coût réglementaire et le manque de synergies dégagées.

Et en Europe de l'Est, avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, la prudence s'est imposée encore davantage pour les banques « de l'Ouest ». BNP Paribas a plutôt cherché à y réduire la voilure, depuis qu'elle a lancé une revue stratégique pour se séparer d'activités dans le crédit à la consommation en Roumanie, en Hongrie et en République tchèque. Jadis très implantée en Europe de l'Est et centrale, Société Générale de même n'est plus présente qu'en République tchèque et en Roumanie.

Alors, quel est l'intérêt d'UniCredit ? Avec son partenaire grec, le groupe bancaire italien veut donner naissance à la troisième banque du pays, cumulant 12 % de parts de marché par la taille du



Deuxième banque en Italie, UniCredit a vu ses profits bondir de 56 %, voire doubler selon la zone d'Europe centrale et de l'Est concernée. Photo Gabriel Bouys/AFP

bilan. Plutôt que de se faire forcer la main par le gouvernement italien et racheter son pair italien Monte dei Paschi en difficultés financières, Andrea Orcel préfère s'offrir un important générateur de profits.

Compenser la baisse de ses activités en Russie

Il doit aussi compenser la baisse de voilure de ses activités en Russie, où il n'y a pas si longtemps il rêvait de se renforcer avec le rachat d'Otkritie Bank. Il avait également dû renoncer à cause du déclenchement de l'offensive russe à un rapprochement avec l'allemand Commerzbank.

Rien que sur le premier semestre 2023, UniCredit en Roumanie a vu son produit net bancaire croître de 32 % et ses profits, de 64 %. Sur la dizaine de pays d'Europe centrale et de l'Est où il est implanté, UniCredit a vu son chiffre d'affaires croître entre 27 et 31 % et ses profits

bondir de 56 %, voire doubler selon la zone concernée. « Il s'agit de la première acquisition réalisée par UniCredit en quinze ans, ce qui témoigne du potentiel inhérent que nous percevons en Roumanie », un pays clé par son empreinte géographique, a commenté Andrea Orcel, ainsi qu'en Europe centrale et orientale de façon plus large.

Perspectives de croissance en Grèce

UniCredit prend en effet aussi les devants sur le marché grec tout juste assaini après une décennie de crise. En s'alliant avec Alpha Bank, le groupe italien dit aussi parier sur de « fortes perspectives de croissance ».

Va-t-il relancer l'appétit de ses concurrents européens ? Jusque-là, ces derniers ont plutôt cherché à se renforcer dans des marchés proches, d'Europe de l'Ouest, ou domestiques. Opération

majeure cette année, UBS a mis la main sur Credit Suisse. Crédit Agricole a, lui, fait de l'Italie son deuxième marché domestique en y rachetant des banques régionales du nord du pays. Le groupe va aussi s'étendre dans la gestion de fortune en prenant le contrôle en Belgique de Degroof Petercam, avec une première participation de 60 % valorisée 900 millions d'euros.

Les banques françaises se sont aussi contentées de rachats très ciblés sur des métiers (comme Kantox pour BNP Paribas, dans le transfert de devises, le leasing automobile chez Société Générale et Crédit Agricole). Et en parallèle, plutôt accélérer leur recentrage, en cédant des pans entiers à l'étranger, comme BNP Paribas et BBVA, qui ont cédé leurs banques régionales américaines.

Lire « Crible »
Page 36

En Italie, la première banque du pays dans le viseur du gouvernement Meloni

Après l'épisode de la taxe bancaire, le gouvernement italien maintient la pression sur le secteur financier transalpin. En cause, cette fois-ci, la migration de plusieurs centaines de milliers de clients d'Intesa San Paolo vers sa banque en ligne.

Olivier Tosseri
— Correspondant à Rome

Le parti de Giorgia Meloni s'intéresse à nouveau au secteur bancaire. Après l'épisode de la taxe sur les surprofits des établissements de crédit et une proposition de loi visant à effacer une partie des prêts non remboursés (NPL) des artisans et PME en difficulté, il critique la principale banque de détail du pays, Intesa San Paolo.

« Une fois de plus, la relation de confiance entre les banques et les clients a été ébranlée », fustige le principal parti de la coalition au

pouvoir en dénonçant le transfert d'environ 300.000 clients du réseau bancaire traditionnel d'Intesa San Paolo vers son service mobile Isybank. Au total, le transfert devrait concerner 2,5 millions de clients d'ici au premier trimestre 2024, pour atteindre les 5 millions de clients à l'horizon 2025, selon la banque.

Une initiative qui a fait l'objet de questions au ministre de l'Économie devant le Parlement. La banque centrale Bankitalia a demandé des garanties à Intesa San Paolo en exigeant qu'elle « prenne soin de sa communication avec sa clientèle ».

Communication « douteuse »

« La notification de cette migration, envoyée entre juin et juillet, a suscité des protestations de la part de nombreux clients, comme le montrent les multiples plaintes reçues de diverses associations de consommateurs », dénonce Luca Ciriani, le ministre des Relations avec le Parlement. En cause : une communication

« envoyée d'une manière plutôt douteuse », selon lui, effectuée via l'application mobile de la banque. Qui ne l'avait pas lue ou n'avait pas réagi voyait d'office son compte transféré vers Isybank.

Le parti de Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia, demande ainsi au ministre de l'Économie d'intervenir pour donner aux clients plus de temps pour se retirer de ce qu'il qualifie de « migration forcée ». Le ministre, Giancarlo Giorgetti, affirme ne pas en avoir été informé. Bankitalia, qui précise avoir reçu

« Une fois de plus, la relation de confiance entre les banques et les clients a été ébranlée. »

FRATELLI D'ITALIA

des garanties de la part d'Intesa San Paolo, continuera « à suivre la situation ».

800 millions d'économie

Intesa San Paolo préfère insister sur sa stratégie numérique, l'un des piliers de son plan industriel. En le présentant en février 2022, son directeur général, Carlo Messina, affirmait qu'Isybank « sera une banque multicanal, multifonction, cloud-native, adaptable à la clientèle multidevises et multinationale ».

Cette banque mobile à faible coût est essentielle dans la stratégie du groupe bancaire. La direction d'Intesa San Paolo pourrait ainsi réduire les coûts du groupe et concentrer le personnel des agences sur la gestion de patrimoine à valeur ajoutée et les services d'assurance non-vie. Selon ses prévisions, sa nouvelle banque numérique permettrait d'économiser environ 800 millions d'euros par an en 2026-2027, et 600 millions d'euros dès 2025. ■

Livret A : le gel du taux freine la collecte

ÉPARGNE

Le Livret A et le LDDS ont engrangé 730 millions d'euros en septembre, soit quatre fois moins que l'année dernière à la même époque.

Marion Heilmann

Le blocage du taux de rémunération à 3 % commence à produire ses effets. La collecte du Livret A et du Livret de développement durable et solidaire s'est élevée à 730 millions d'euros en septembre, selon les chiffres publiés par la Caisse des Dépôts lundi.

C'est quatre fois moins que le mois précédent ou même qu'en septembre 2022, et il faut remonter à octobre 2022 pour trouver un montant aussi faible. Dans le détail, le Livret A a engrangé 450 millions d'euros en septembre et le LDDS 270 millions.

« Contre-performance »

Une collecte qui peut apparaître « comme une contre-performance », selon Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'épargne, car elle intervient après des mois record. Cette chute s'explique en partie par la décision des autorités, intervenue en juillet de ne pas augmenter le rendement du Livret A et de le maintenir à 3 % jusqu'à fin 2024.

« Avec le non-relevement du taux du Livret A le 1^{er} août dernier, le placement renoué avec sa saisonnalité habituelle », ajoute Philippe Crevel. La deuxième partie de l'année est en effet nettement moins favorable à l'épargne réglementée, car les ménages doivent faire face aux frais de rentrée scolaire, à la taxe foncière et aux dépenses de Noël. Des dépenses majorées par l'inflation cette année. L'encours cumulé des Livrets A et des

LDDS a tout de même atteint un nouveau record de 551,1 milliards d'euros, gonflant de 41,4 milliards d'euros depuis le début d'année. « Les Français qui pouvaient remplir leur Livret A les ont remplis », observe le fondateur du cabinet Facts & Figures, Cyrille Chartier-Kastler, interrogé par l'AFP, « ceux qui ont des liquidités disponibles se tournent dorénavant vers d'autres placements ». C'est ainsi que les comptes à terme ont retrouvé les faveurs des épargnants, car ils ont retrouvé une rémunération attractive et ont l'avantage d'avoir des plafonds beaucoup plus élevés.

Les comptes à terme ont retrouvé les faveurs des épargnants.

En revanche, la collecte du Livret d'épargne populaire (LEP) reste importante et passe pour la première fois devant celle du Livret A et du LDDS. Grâce à sa plus forte médiatisation et à un taux à 6 % depuis le 1^{er} août, le LEP a engrangé 800 millions d'euros le mois dernier. Il a également bénéficié de la perspective du relèvement de son plafond à 10.000 euros le 1^{er} octobre. Sa popularité est certes moitié moins importante qu'il y a un an, lorsqu'il engrangeait 1,7 milliard d'euros, mais le LEP conserve l'avantage de présenter le rendement le plus élevé des produits sans risques et net d'impôts. C'est la première fois que la CDC publie des données sur ce livret. A fin 2022, sa collecte a été positive pour la première fois depuis 2009, atteignant 8,28 milliards d'euros.

Près de 10 millions de particuliers détenaient un LEP au 31 juillet, pour un encours total au 30 septembre de 59 milliards d'euros (+11,1 milliards depuis le début d'année), selon les derniers chiffres disponibles. ■

annonces judiciaires & légales



MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)
DE LA COMMUNE DE BOISSY-SAINT-LÉGER
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 12 octobre 2023, le Territoire Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA) a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification du PLU de Boissy-Saint-Léger afin de modifier le règlement pour maîtriser la densification du tissu pavillonnaire, protéger des éléments paysagers en modifiant notamment le document graphique et permettre de porter une réflexion d'ensemble le long de l'ancienne RN19 en instaurant un périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG).

Pendant la durée de l'enquête, un dossier sera déposé et mis à la disposition du public du **Mercredi 8 novembre à 08h30 au vendredi 8 décembre 2023 inclus à 17h30**, au sein des locaux :

- Du Centre Technique Municipal de la mairie de Boissy-Saint-Léger, 3 rue de la Pompadour 94470 Boissy-Saint-Léger, aux heures d'ouverture, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, fermé le jeudi matin ;
- De la Direction des affaires juridiques, des assemblées et du patrimoine de GPSEA, 14 rue Le Corbusier - 94046 - Créteil Cedex, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le dossier d'enquête publique est complété des avis des personnes publiques associées et le cas échéant, de l'avis de la MRAe Ile-de-France.

Le public pourra consulter le dossier sur les sites internet de GPSEA (www.sudestavenir.fr) et de Boissy-Saint-Léger (ville-boissy.fr), et consigner ses observations, propositions et contre-propositions :

- Sur le registre dématérialisé : <https://www.registre-numerique.fr/modification-plu-boissy-saint-leger> ;
- Par voie électronique : modification-plu-boissy-saint-leger@mail.registre-numerique.fr ;
- Sur les registres papiers à feuillets non mobiles, cotés, paraphés et ouverts par le commissaire-enquêteur ;
- Par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire-enquêteur - Enquête sur le projet de modification du PLU de Boissy-Saint-Léger - Mairie de Boissy-Saint-Léger, 7 boulevard Léon Révillon 94470 Boissy-Saint-Léger.

Monsieur Jacky HAZAN a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur et Madame Marie-José ALBARET-MADARAC en qualité de commissaire-enquêteur suppléant par le Tribunal administratif de Melun. Il se tiendra à la disposition du public Centre Technique Municipal de la mairie de Boissy-Saint-Léger, 3 rue de la Pompadour 94470 Boissy-Saint-Léger, les jours et heures suivants :

- Mercredi 8 novembre 2023 de 09h00 à 12h00
- Samedi 18 novembre 2023 de 09h00 à 12h00
- Vendredi 8 décembre 2023 de 14h00 à 17h30

Dans un délai de 30 jours suivant la clôture de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur adressera un rapport et ses conclusions motivées au Président de GPSEA. Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an, à compter de la clôture de l'enquête, à la mairie de Boissy-Saint-Léger, au siège de GPSEA et à la Préfecture du Val-de-Marne et seront diffusés sur les sites internet mentionnés plus haut.

La ligne de référence est de 40 signes
en corps minimal de 6 points didot.

Le calibrage de l'annonce est établi de filet à filet.

Les départements habilités sont 75, 78, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.

Saint-Ouen Avec les policiers chargés de combattre les points de deal → P. VI et VII

Val-de-Marne Stop aux hydrocarbures qui finissent dans la Marne → P. I

94

Val-de-Marne • Mercredi 8 novembre 2023 • N° 24634 • 2 €

Le Parisien



AC Milan - PSG 2-1
Paris rechute en Italie

→ Sports • P. 14 et 15

LE PARNAUD JOURNAIS



Émile Perquisitions
d'une ampleur inédite

→ Police - Justice • P. 12

Israël-Hamas
Peut-on faire de l'humour sur la guerre ?

→ Culture & Loisirs • P. 24 et 25

Intempéries

Et maintenant, les inondations

Après les tempêtes qui ont balayé le pays, le Pas-de-Calais fait face à des crues exceptionnelles. Les sinistrés redoutent de nouvelles pluies, ce mercredi et ce jeudi.



→ Fait du jour • P. 2 et 3

EPA/MAXPPP/JOANVALAT

PUBLICITÉ

cit

sciences
et industrie

la grande fête des enfants

9 & 10 décembre 2023



RÉSERVATION CONSEILLÉE
M > Porte de la Villette
cite-sciences.fr
#GrandeFêteDesEnfants

En partenariat avec



Le Parisien

R 20174 - 1108 - 2,00 €

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2023 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 60 - 75 - 77 - 78 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95. La tarification des annonces judiciaires et légales définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 27 décembre 2022 est la suivante pour les départements d'habilitation : Tarification au forfait : Constitution de sociétés civiles et commerciales : (SA) 379€ HT - (SAS) 189€ HT - (SASU) 135 € HT - (SNC) 210 € HT - (SARL) 141€ HT - (EURL) 118€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales : 106 € HT. Tarification au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs et clôtures : 60 (0,189€ HT) - 75-92/93/94 (0,232 € HT) - 91-77/78/95 (0,221€).

LES MARCHÉS PUBLICS

Consultez aussi nos annonces sur <http://avisdemarches.leparisien.fr>

Marchés + de 90 000 Euros



Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur :

MAIRIE DE SAINT-MANDÉ

Type de Numéro national d'identification : SIRET
N° National d'identification : 21940067800013
Ville : Saint mandé cedex
Code Postal : 94165
Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://saint-mande.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>
Identifiant interne de la consultation : 202335
Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non
Nom du contact : Sarah Hayder
Adresse mail du contact : Sarah.hayder@mairie-saint-mande.fr

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
Conditions de participation : Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve : Indiqué dans le règlement de la consultation
Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve : Indiqué dans le règlement de la consultation
Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve : Indiqué dans le règlement de la consultation
Technique d'achat : Accord-cadre
Date et heure limite de réception des plis 07 décembre 2023 à 12 h 00
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite
Réduction du nombre de candidats : Non
Possibilité d'attribution sans négociation : Non
L'acheteur exige la présentation de variantes : Non
Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Mairie de Saint-Mandé
Critères d'attribution : Indiqué dans le règlement de la consultation

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Acquisition de machines ou appareils de musculation et dites cardio et maintenance associée
Code CPV principal : 37442000
Type de marché : Fournitures
Description succincte du marché : Acquisition de machines ou appareils de musculation et dites cardio et maintenance associée
Mots descripteurs : Equipement sportif
Lieu principal d'exécution du marché : Val de Marne
Durée du marché (en mois) : 12
Valeur estimée (H.T.) : 51500 euros
La consultation comporte des tranches : Non
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non
Marché alloti : Oui

Section 5 : Lots

Description du lot : Lot 1 - Achats de machines ou appareils dites cardio
Code CPV principal : 37440000
Estimation de la valeur hors taxes du lot : 25000 euros
Lieu d'exécution du lot : Saint-Mandé
Description du lot : Lot 2 - Achats de machines ou appareils de musculation
Code CPV principal : 37440000
Estimation de la valeur hors taxes du lot : 25000 euros
Lieu d'exécution du lot : Saint-Mandé
Description du lot : Lot 3 - Maintenance pré-ventive pour les machines ou appareils de musculation et dites cardio
Code CPV principal : 50324200
Estimation de la valeur hors taxes du lot : 1500 euros
Lieu d'exécution du lot : Saint-Mandé

Section 6 : Informations

Complémentaires

Visite obligatoire : Non
Date d'envoi du présent avis : 06/11/2023

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur :

MAIRIE DE VALENTON

Type de Numéro national d'identification : SIRET
N° National d'identification : 21940074400013
Ville : Valenton
Code Postal : 94460
Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>
Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non
Nom du contact : Chloé Boneu
Adresse mail du contact : Marches.valenton@ville-valenton.fr
Numéro de téléphone du contact : +33 143863737

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
Conditions de participation : Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve : Voir RC
Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve : Voir RC
Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve : Voir RC
Technique d'achat : Sans objet
Date et heure limite de réception des plis 06 décembre 2023 à 12 h 00
Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite
Réduction du nombre de candidats : Non
Possibilité d'attribution sans négociation : Oui
L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Transformation d'un local commercial en une coque vide
Code CPV principal : 45262522
Type de marché : Travaux
Description succincte du marché : Transformation d'un local commercial en une coque vide
Mots descripteurs : Maçonnerie,
Lieu principal d'exécution du marché : Valenton
La consultation comporte des tranches : Non
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non
Marché alloti : Oui

Section 5 : Lots

Description du lot : Lot 1 Démolition - maçonnerie - doublage - flocage
Code CPV principal : 45262522
Estimation de la valeur hors taxes du lot : euros
Lieu d'exécution du lot : Valenton
Description du lot : Lot 2 Menuiseries extérieures - serrurerie - porte coulissante
Code CPV principal : 45421000
Estimation de la valeur hors taxes du lot : euros
Lieu d'exécution du lot : Valenton
Description du lot : Lot 3 Peinture
Code CPV principal : 45442100
Estimation de la valeur hors taxes du lot : euros
Lieu d'exécution du lot : Valenton

Section 6 : Informations

Complémentaires
Visite obligatoire : Oui
Détail sur la visite (si oui) : Les candidats doivent obligatoirement s'inscrire à une visite dans les conditions du règlement de consultation.
Autres informations complémentaires : Les prestations sont financées sur les fonds propres de la Commune et réglées par mandat administratif.
Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier.
Le délai de validité des offres est de 120 jours.
Date d'envoi du présent avis : 06/11/2023

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur :

MAIRIE DE VALENTON

Type de Numéro national d'identification : SIRET
N° National d'identification : 21940074400013
Ville : Valenton
Code Postal : 94460
Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>
Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Chloé Boneu
Adresse mail du contact : Marches.valenton@ville-valenton.fr
Numéro de téléphone du contact : +33 143863737

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte
Conditions de participation : Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve : Voir RC
Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve : Voir RC
Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve : Voir RC
Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis 06 décembre 2023 à 12 h 00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite
Réduction du nombre de candidats : Non
Possibilité d'attribution sans négociation : Oui
L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Pose de protections mécaniques sur canalisation de transports de gaz haute pression
Code CPV principal : 45231221
Type de marché : Travaux
Description succincte du marché : Pose de protections mécaniques sur canalisation de transports de gaz haute pression
Mots descripteurs : Canalisations,
Lieu principal d'exécution du marché : Valenton
La consultation comporte des tranches : Non
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non
Marché alloti : Non

Section 6 : Informations

Complémentaires
Visite obligatoire : Oui
Détail sur la visite (si oui) : Les candidats doivent obligatoirement s'inscrire à une visite dans les conditions du règlement de consultation.
Autres informations complémentaires : Les prestations sont financées sur les fonds propres de la Ville et réglées par mandat administratif.
Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier.
Le délai de validité des offres est de 120 jours.
Date d'envoi du présent avis : 06/11/2023

Divers société

EDEN CREPE

SAS au capital de 2.000 Euros
Siège social :
18 Avenue Winston Churchill
94370 SUCY EN BRIE
523 560 530 RCS CRETEIL

Le 30 septembre 2023, l'Associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour. M. Thierry PONZIO, 39 rue du Clos de Ville 94370 SUCY EN BRIE a été nommé liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé à l'adresse du siège social
Mention faite au RCS de CRETEIL

SVA CONSTRUCT

SAS au capital de 5.000 Euros
Siège social :
118 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
94170 LE PERREUX-SUR-MARNE
809 032 584 RCS CRETEIL

Le 11 septembre 2023, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 39 rue de Concy 91230 MONTGERON. En conséquence, la société sera immatriculée au RCS d'EVRY

AMATAILLE

SARL au capital de 2 000 €
siège social :
6 Place Louise Vilmorin
94450 LIMEIL BREVANNES
920 861 481 RCS CRETEIL

Par décision du 27 octobre 2023 l'associée unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31/10/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée. Elle a nommé comme liquidatrice Madame Isabelle JACQUOT, demeurant 6 Place Louise Vilmorin - 94450 LIMEIL BREVANNES, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'autoriser à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la li-

liquidation. Le siège de la liquidation est fixé au siège social sis 6 Place Louise Vilmorin - 94450 LIMEIL BREVANNES. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de CRETEIL, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés. Pour avis. La Liquidatrice

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE F.A.M.

SCI au capital de 1 829.39 Euros
Siège social :
20 Avenue Salvador Allende
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
351 588 538 RCS CRETEIL

Le 31 décembre 2022, l'AGO a approuvé les comptes définitifs de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture des opérations de liquidation.
Mention faite au RCS de CRETEIL

SCI MARLI

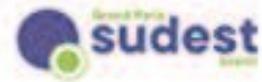
SCI au capital de 100 € Siège social : 22 avenue du Général Leclerc 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES RCS CRETEIL 498648153

Par décision Assemblée Générale Ordinaire du 31/10/2023, il a été décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 31/10/2023. Il a été nommé liquidateur(s) M SENGOUWAN Michel demeurant au 22 avenue du Général Leclerc 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES et fixé le siège de liquidation où les documents de la liquidation seront notifiés au siège social. Mention en sera faite au RCS de CRETEIL.

SCI JOINVILLE 1

SCI au capital de 1.000 € Siège social : 10, quai de Bercy 94220 CHARENTON-LE-PONT RCS CRETEIL 821620762
Par décision Assemblée Générale Extraordinaire du 20/09/2023, il a été décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 20/09/2023, il a été nommé liquidateur(s) M HEYER Jean-François demeurant au 29 rue de la Clef 75005 PARIS et fixé le siège de liquidation où les documents de la liquidation seront notifiés au siège social. Mention en sera faite au RCS de CRETEIL.

Enquête publique



MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE

BOISSY-SAINT-LEGER

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 12 octobre 2023, le Territoire Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA) a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de modification du PLU de Boissy-Saint-Léger afin de modifier le règlement pour maîtriser la densification du tissu pavillonnaire, protéger des éléments paysagers en modifiant notamment le document graphique et permettre de porter une réflexion d'ensemble le long de l'ancienne RN19 en instaurant un périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG).

Pendant la durée de l'enquête, un dossier sera déposé et mis à la disposition du public du Mercredi 8 novembre à 08h30 au vendredi 8 décembre 2023 inclus à 17h30, au sein des locaux :

- Du Centre Technique Municipal de la mairie de Boissy-Saint-Léger, 3 rue de la Pompadour 94470 Boissy-Saint-Léger, aux heures d'ouverture, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, fermé le jeudi matin ;
- De la Direction des affaires juridiques, des assemblées et du patrimoine de GPSEA, 14 rue Le Corbusier - 94046 - Créteil Cedex, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le dossier d'enquête publique est complété des avis des personnes publiques associées et le cas échéant, de l'avis de la MRAe Ile-de-France.

Le public pourra consulter le dossier sur les sites internet de GPSEA (sudestavenir.fr) et

de Boissy-Saint-Léger (ville-boissy.fr) et, consigner ses observations et propositions :
- Sur le registre dématérialisé : <https://www.registre-numerique.fr/modification-plu-boissy-saint-leger> ;
- Par voie électronique : modification-plu-boissy-saint-leger@mail.registre-numerique.fr ;
- Sur les registres papiers à feuillets non mobiles, cotés, paraphés et ouverts par le commissaire-enquêteur ;
- Par correspondance à l'attention de Monsieur le commissaire-enquêteur - Enquête sur le projet de modification du PLU de Boissy-Saint-Léger - Mairie de Boissy-Saint-Léger, 7 boulevard Léon Révillon 94470 Boissy-Saint-Léger.

Monsieur Jacky HAZAN a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur et Madame Marie-José ALBARET-MADARAC en qualité de commissaire-enquêteur suppléant par le Tribunal administratif de Melun. Il se tiendra à la disposition du public Centre Technique Municipal de la mairie de Boissy-Saint-Léger, 3 rue de la Pompadour 94470 Boissy-Saint-Léger, les jours et heures suivants

- Mercredi 8 novembre 2023 de 09h00 à 12h00
- Samedi 18 novembre 2023 de 09h00 à 12h00
- Vendredi 8 décembre 2023 de 14h00 à 17h30

Dans un délai de 30 jours suivant la clôture de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur adressera un rapport et ses conclusions motivées au Président de GPSEA. Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an, à compter de la clôture de l'enquête, à la mairie de Boissy-Saint-Léger, au siège de GPSEA et à la Préfecture du Val-de-Marne et seront diffusés sur les sites internet mentionnés plus haut.

Collectivités territoriales

Optimisez

votre communication
Publiez vos annonces
d'enquêtes publiques
dans



01 87 39 82 96
legales2@leparisien.fr

Le Parisien

Publiez votre ANNONCE LÉGALE avec Le Parisien



Formulaires certifiés pour une annonce conforme



Attestation de parution pour le greffe immédiate et gratuite



Paiement 100% sécurisé



Affichage en temps réel

Rendez-vous sur leparisien.annonces-legales.fr